SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 1^{er} AOUT 1911.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi approuvant le Traité de commerce et de navigation conclu, le 27 juin 1910, entre la Belgique et la Norvège.

(Voir les n^{os} 40 et 211, session de 1910-1911, de la Chambre des
Représentants.)

Présents : MM. le Baron DE FAVEREAU, Président ; BERGMANN, DE RAMAIX,
VANDERHEYDE, VERBEKE et ED. PELTZER, Rapporteur.

MESSIEURS,

Votre Commission des Affaires étrangères est heureuse de vous proposer de sanctionner par un vote affirmatif ce Projet de Loi.

Rien n'est plus favorable pour développer les relations commerciales entre deux pays qu'un Traité de commerce et de navigation basé sur le principe des avantages accordés à la nation la plus favorisée.

Dans le cas présent, il a cependant été nécessaire de faire quelques réserves pour tenir compte de la situation spéciale de la Norvège vis-à-vis de la Suède et, d'une façon plus générale, pour faciliter entre pays voisins le trafic des frontières ou pour permettre de conclure des unions douanières, ou enfin pour autoriser l'établissement de droits compensateurs destinés à neutraliser l'effet de primes d'exportation ou de production. Nous ne pouvons qu'approuver ces sages dispositions.

Les articles 4, 6, 7, 8 et 9 définissent d'une façon nette et précise les avantages à résulter pour la navigation entre la Belgique et la Norvège de l'assimilation des pavillons des deux pays contractants.

Enfin le Traité donne toute satisfaction quant à la reconnaissance juridique des sociétés de commerce et fixe les règles à appliquer aux voyageurs de commerce.

Le Rapporteur,
ED. PELTZER.

Le Président,
Baron DE FAVEREAU.